

UN GRAND JOURNALISTE : AUGUSTE GAUVAIN (1)

Pendant près d'un quart de siècle, de 1908 à 1931, l'année même de sa mort, Auguste Gauvain a joué, comme rédacteur diplomatique des *Debats*, le rôle, à vrai dire unique, d'un conseiller de l'opinion et des gouvernements. Son autorité ne s'étayait d'aucune investiture officielle : soutenue par le prestige de son journal, elle ne tenait qu'à la qualité rare de son esprit et de sa conscience. Au cours de ces vingt-trois années, l'une des périodes les plus lourdes d'événements qu'ait connues l'histoire, pas une semaine ne s'est passée, à peine un jour, sans qu'il se soit penché sur le théâtre où se jouait la destinée d'un continent. Regard lucide, mais passion perpétuellement tendue, n'était-il pas la preuve que la liberté du jugement ne donne finalement tous ses fruits qu'animée par une conviction toujours brûlante ? Cet homme, que nous avons connu si frêle physiquement et sans cesse menacé dans sa santé, c'était en réalité l'un des êtres les plus ardents qui se puissent imaginer. D'où sans doute le vide, si sensible, qu'il laisse, non seulement en France mais en Europe, et tout particulièrement dans cette enceinte où sa présence — vous aviez su le comprendre en l'admettant parmi vous — était de celles qui honorent une assemblée.

Je voudrais tenter ici, moins de retracer une biographie qui, comme il arrive souvent chez des travailleurs de l'esprit, compte peu d'événements, que d'évoquer une personnalité, en montrant la place que tenait ce grand journaliste, non seulement dans la presse, mais dans la vie de son pays, et à peine moins dans cette Europe dont il se sentait si intensément le citoyen. La presse de la troisième République a possédé quelques rédacteurs diplomatiques exceptionnels, dont la mémoire survivra. Il s'égale aux meilleurs d'entre eux, si même il ne les surpasse, mais ne ressemble à aucun. Les raisons de son incontestable influence constituent le sujet d'études le plus attachant. Puis-je dire de suite, après m'y être consciencieusement appliqué, qu'on en retire surtout l'impression d'une carrière de bon aloi ? Certains éloges sont difficiles à faire parce qu'on n'arrive pas à penser le bien qu'on est obligé de dire mais ici point n'est besoin de forcer les termes : l'estime, tout naturellement, s'impose.

I

« L'accent du pays où l'on est né demeure dans l'esprit et dans le cœur comme dans le langage. » Cette maxime de La Rochefoucauld s'applique très bien au Comtois de pure race qu'était Gauvain. Né à Vesoul en 1861, il conserva toujours un assez fort accent provincial de la France de l'Est, une façon appuyée et un peu grasse de parler, qui donnait à l'expression de sa pensée je ne sais quoi de solide, de réfléchi et d'un peu lent, où l'on sentait le terroir. A ceux d'entre nous qui, dans les transplantations parisiennes, ont perdu cette marque d'origine, il manque désormais dans le langage une certaine saveur. Chez Gauvain, l'on sentait la vigueur morale, l'équilibre de celui qui conserve un pied sur la vieille terre départementale. A le lire, certes, mais mieux encore à l'entendre, on avait la conviction qu'il ne pourrait jamais s'écarter beaucoup ni longtemps d'un certain bon sens terrien, qui est inséparable de l'authentique esprit français.

Ajoutons immédiatement un autre fait, solidaire du premier : il appartenait à une famille de vieille bourgeoisie, établie dans la Haute-Saône de temps immémorial. Son grand-père et son arrière-grand-père, les notaires Auguste et Claude Petitclerc, avaient été maires de Vesoul. Fidèle à cette forte tradition de la classe moyenne, il demeura lui-même toute sa vie, par ses goûts, son genre de vie, sa culture aussi, solide et large, un bourgeois du dix-neuvième siècle, avec tout ce que ce type comporte de civilisation dans l'esprit, de vrai libéralisme et aussi de précieuse simplicité.

Ses études secondaires, poursuivies tout entières au lycée de Vesoul, lui valaient l'avantage de conserver, jusqu'à la pleine adolescence, le contact de sa province d'origine. Patrie locale singulièrement riche en souvenirs historiques, et non moins féconde en relations géographiques ! La Franche-Comté, c'est intégralement la France, mais on y respire déjà je ne sais quel air d'Europe centrale. Dès Auxerre, quand nous venons de l'Ouest, une couleur subtile de l'atmosphère nous suggère que nous avons quitté les pays atlantiques. Il m'a toujours semblé que les Français de l'Est — Alsaciens, Lorrains, Francs-Comtois et même

(1) Eloge prononcé par M. ANDRÉ SIEGFRIED, successeur d'Auguste Gauvain à l'Académie des Sciences morales et politiques, dans sa séance du 4 février 1933.

Bourguignons — sont mieux placés que les autres pour comprendre le monde germanique : ils ne lui appartiennent en rien, car ils sont de conquête romaine, mais ils le connaissent directement, en voisins. Dans le discours qu'il a prononcé sur sa tombe, M. Jules Hayaux, sénateur de la Haute-Saône, a rappelé comment Gauvain, dans sa jeunesse, se plaisait à visiter, avec ses camarades, le camp de César, vaste emplacement dominant le village de Charliez, « peuplé de vigneron qui récoltaient un vin, gloire de la région » ; il nous l'a montré aussi évoquant le souvenir, plus proche de nous et toujours vivant dans ces régions frontières, de « ces bandes d'Allemands qui, au temps de Louis XIV, avaient envahi la Franche-Comté » César et les Romains, sceau occidental indélébile, puis la pression germanique toujours renaissante, voilà sans doute ce qui marque le plus profondément la sensibilité de ceux qui sont nés sur nos frontières de l'Est. La guerre, pour eux, c'est l'invasion ; aussi n'en parlent-ils légèrement, ni quand il s'agit de la faire ni quand il s'agit éloquemment de la supprimer. La politique étrangère prend à leurs yeux un sens, et surtout une réalité, qu'elle n'a vraiment jamais au même degré pour les autres, ceux qui vivent là-bas, dans l'Ouest, le Centre ou le Midi, très loin de toute menace. Gauvain, dans son enfance, avait respiré cet air de la frontière.

Mais c'est à Paris que devait s'achever son éducation. Dès le baccalauréat obtenu, il entre à l'École libre des Sciences politiques, dont il recevra le diplôme, et en même temps, il entreprend et même à bien ses études de droit. Il restera toute sa vie l'homme de ces deux disciplines, prodigieusement informé de l'histoire diplomatique, précis, implacable pour ainsi dire dans le raisonnement et l'argumentation ; mais ce ne sera jamais un littéraire. Toute sa carrière de journaliste porte la marque de cette formation. Toutefois, c'est à la diplomatie, non à la presse, qu'il avait d'abord songé. Candidat au concours des affaires étrangères de 1888, il ne fut point admis ; ses camarades de concours que j'ai interrogés à ce sujet, se rappellent le fait et le confirment. Insuffisance de préparation, faiblesse à l'examen ? C'est peu probable. Il semble — encore que les dossiers du ministère n'en conservent aucune trace — que certaines influences politiques se soient exercées contre lui : tel parlementaire influent de la Haute-Saône, l'estimant, dit-on, insuffisamment républicain, aurait opposé à son admission une sorte de veto. Le fait est qu'il échoua et n'insista pas. Ceux qui l'ont connu et qui ont fréquenté le Quai d'Orsay ne peuvent s'empêcher de sourire. La Carrière n'aurait-elle donc, depuis lors, accueilli que d'impeccables républicains, et Gauvain nous apparut-il jamais comme un adversaire du régime ? Mais peut-être faut-il se réjouir d'un incident qui aboutit

indirectement à orienter ce journaliste de race vers sa véritable vocation, qu'il eût peut-être, autrement, toujours ignorée.

Le voici donc, à vingt-sept ans, libre malgré lui. Il s'inscrit au barreau de Paris, et cependant il ne fera pas une carrière d'avocat, car c'est la politique, mais sous la forme de l'étude, qui l'appelle, le possède, et finira par le retenir tout entier. Beaucoup de jeunes gens de cette époque n'éprouvaient pas la même impatience d'arriver qu'aujourd'hui ; la vie matérielle était plus facile, peut-être aussi avaient ils moins de besoins, dans un temps où l'équipement mécanique de l'existence était relativement simple. Il en résultait plus de liberté pour le travail de l'esprit. Nous trouvons, vers ces années, Gauvain secrétaire de la rédaction du *Journal de Droit international privé*. Puis, en 1889, il entre aux *Débats* ; il ne doit à cette étape de sa carrière, y rester que trois ans et ce n'est pas alors qu'il y imprime sa marque ; mais il y laisse trace de son passage, et même trace durable, puisque, vingt ans plus tard, on reviendra faire appel à lui pour un des postes les plus élevés de la rédaction. Au cours de cette première collaboration, c'est plus particulièrement des questions coloniales, notamment africaines, qu'il s'occupe, mais la politique étrangère est, dès lors, son intérêt principal. C'est lui qui fonde en 1889, la *Vie politique à l'étranger*, cet annuaire de belle tenue que les contemporains n'ont pas oublié ; sous l'égide de Lavisse, il en est le rédacteur en chef, entouré d'un groupe de jeunes, ses amis, qui s'appellent Raymond Koechlin, Gaston Deschamps, Albert Petit. Ces hommes, un peu mes aînés, représentent dans mon souvenir une génération particulièrement sympathique par son sérieux, sa culture, son élégance intellectuelle. Par la qualité discrète de leur civisme, ils s'apparentaient au type *gentleman* anglais, toujours prêt à travailler sans chercher de récompense, pour la chose publique. Nul d'entre eux ne recherchait de mandat électif ou de prébende ; simplement ils travaillaient parce qu'ils pensaient ainsi être utiles, et parce que la tâche entreprise les intéressait. Au lendemain du Septennat, quand déjà l'âge des notables avait passé, une certaine timidité, l'attachement à de très bonnes manières, détournaient des luttes à main plate de l'arène électorale toute une partie de la meilleure bourgeoisie. La *Vie politique à l'étranger* dura jusqu'en 1892, puis cessa de paraître quand Gauvain ne put plus s'en occuper. Il fallait partir en effet pour l'Europe orientale, où l'appelait un poste nouveau, qui devait indirectement décider pour toute sa vie, de l'orientation de sa pensée et de son action : ce poste était celui de secrétaire général de la Commission européenne du Danube ; en janvier 1893, il en prenait possession.

Cette commission, comme on le sait, avait été instituée par le traité de Paris, en 1856, pour « dégager les embouchures du Danube et les parties de la mer environnantes, des bancs de sable et autres obstacles susceptibles de gêner la navigation ». En réalité, il y avait une arrière-pensée politique : assurer le libre usage du Danube. S'opposer aux prétentions rivales des Etats riverains, jaloux de maintenir sous leur contrôle la partie du fleuve passant sur leur territoire. Les puissances représentées, peu nombreuses relativement, étaient la France, la Grande Bretagne, l'Autriche, l'Allemagne, la Russie, l'Italie, la Turquie, la Roumanie. De 1893 à 1904, Gauvain passa onze années à Galatz, siège de la Commission, et c'est là que se fit vraiment son éducation politique. Jusqu'alors il avait été un travailleur de cabinet, consciencieux et compétent ; mais à Galatz, fort bien préparé du reste à ses fonctions techniques, le nouveau secrétaire général de la Commission se trouvait placé au cœur même des opérations de la diplomatie européenne sud-orientale et de ses intrigues. Nulle question relative au Bas-Danube, aux Balkans, à l'empire austro-hongrois ne lui demeura désormais étrangère ; surtout il acquit de cette Europe sud-orientale, non seulement la connaissance mais la compréhension ; il en arriva même à se pénétrer d'une sorte de sensibilité spéciale de ces régions qui, sans compromettre la liberté de son jugement, suscitait en lui des sympathies, des amitiés et, par suite, des préférences où la passion n'était pas sans tenir sa place. Notons, dès maintenant que, par une chance pour lui vraiment providentielle, cette partie du continent, dont il acquérait une science sans égale, allait devenir, quelques années plus tard, le terrain d'incubation de la grande guerre, le nœud le plus serré des intrigues austro-allemandes et l'un des champs de bataille décisifs de la mêlée mondiale. En partant au début de 1893, pour les confins de la mer Noire, le jeune secrétaire général ne se doutait probablement pas qu'il mettait cette fois, pour de bon, le pied à l'étrier.

Cette forte préparation diplomatique était achevée lorsque Gauvain fut nommé, en janvier 1904, secrétaire français de l'Office central des transports internationaux, à Berne ; fonction technique s'il en fût, qui n'eût point fait sa gloire, mais lui donnait l'occasion de faire un stage dans l'Europe centrale, au moment même où, après une trêve de quinze années, le sol du vieux continent allait recommencer à trembler. Ce sont là de ces postes qui mènent à tout à condition d'en sortir. Quatre ans plus tard, à son départ de Berne, le gouvernement français, en témoignage des services rendus par cet agent consciencieux et déjà exceptionnellement compétent, lui conférait le titre de premier secrétaire d'ambassade honoraire. Mais Gauvain ne souhaitait plus entrer dans la di-

plomatie. A ce moment même s'ouvrait pour lui une carrière où sa personnalité allait pouvoir se mettre bien autrement en valeur.

A la fin de l'été 1908, en effet, la direction des services de politique étrangère du *Journal des Débats* lui était offerte, en remplacement de M. Robert de Caix, qui avait décidé d'abandonner cette importante fonction. Dans cette maison célèbre, Gauvain, nous le savons, n'était pas un nouveau venu ; pendant les quinze années de son séjour à l'étranger, on ne l'y avait pas oublié, et ses quarante-sept ans représentaient maintenant une expérience peu commune des affaires et des hommes. Bien plus, il était par excellence l'homme du moment. Si sa compétence eût été américaine, par exemple, ou bien extrême-orientale, le courant ne l'eût pas porté de la même façon : il fut venu trop tôt ou trop tard ; mais, à l'heure grave de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par une Autriche dévoyée, il s'agissait moins d'être mondial qu'européen : l'axe de la grande politique internationale ne passait ni par Pékin ni par Panama, mais par le Rhin, et, plus encore peut-être, par le Danube, c'est-à-dire justement à travers cette Europe sud-orientale que Gauvain avait appris à connaître dans tous ses détours.

Alors commence ses premiers articles sont du mois de septembre 1908 — cette merveilleuse activité d'écrivain politique, dont nous admirions encore, il n'y a même pas deux ans, la haute conscience, la compétence impeccable, la conviction toujours ardente, dissimulée sous l'apparence trompeuse d'un style qui, volontairement, s'interdisait tout éclat. Vingt-trois ans durant, jour par jour, Auguste Gauvain, dans son article de fond de la première page des *Débats*, surveilla le développement de la politique européenne, se donnant pour tâche d'en saisir l'orientation, d'en apprécier le rythme, d'en comprendre et d'en faire comprendre la signification. Dans une œuvre quotidienne de cet ordre, l'effort est indéfiniment à renouveler, rien n'est jamais définitif ; mais, avec un esprit de cette vigueur, l'article de la veille, loin de se démoder, étaye, au contraire, la solidité de l'article du lendemain, de telle sorte qu'avec les années la force acquise devient irrésistible.

Ces fonctions furent celles que Gauvain remplit et conserva, sans défaillance, jusqu'à la fin. Il ne les quitta, ne les suspendit, devrait-on dire, que quelques semaines avant sa mort, au début de l'année 1931, pour se retirer dans une clinique du Sud-Ouest de la France. Ses derniers articles sont du mois de décembre 1930. Il avait vraiment, depuis 1908, donné tout son temps, toute son activité, toute sa pensée, à la belle mission dont il était chargé. Tout au plus devons-nous rappeler que, comme beaucoup de membres de l'élite

française, il avait souhaité faire partie du Parlement. En 1919, il fut à peu près sûrement entré à la Chambre, comme député de la Haute-Saône, si, par un geste d'hommage aux combattants, il ne s'était retiré, de son plein gré, devant un grand mutilé. Quelques années plus tard, en 1927, il s'était présenté, également dans son département d'origine, aux élections sénatoriales : la Haute Assemblée, pensait-il, lui fournirait une tribune libre, et relativement sereine pour parler de ces problèmes extérieurs, au sujet desquels son opinion faisait autorité. Mais les électeurs, même sénatoriaux, ne voulurent point de lui, encore que sa grande notoriété eût attiré sur son nom un très grand nombre de suffrages : sa campagne, trop exclusivement consacrée aux questions étrangères, le desservit ; évidemment, nous ne nous en étonnons point, il n'avait pas la manière. Oserons-nous suggérer qu'il se méprenait peut être sur la nature du mandat sénatorial, tel que l'a façonné un demi-siècle d'évolution constitutionnelle ? Son influence politique eût-elle été, au Luxembourg, celle que ses amis se plaisaient à imaginer ? Ce n'est pas sûr. Le Sénat d'aujourd'hui n'a plus ce caractère d'assemblée de notables qu'avaient voulu pour lui les rédacteurs de la Constitution de 1875 ; il ne dégage plus ce parfum de septennat qui avait été celui de ses débuts : c'est maintenant une Chambre politiquement influente, en relations étroites avec ces grands électeurs que sont, pour elle, les maires des communes ; ses membres sont tenus à une réelle activité départementale, qui se poursuit le plus souvent dans les conseils généraux. Est-ce là le genre d'action politique qui eût convenu à Gauvain, et eût-elle cadré avec les fonctions si absorbantes, si quotidiennes, qui étaient les siennes au *Journal de Débats* ? Peut-être, dans ces conditions, ne devons nous pas regretter son échec. Laissez à la liberté d'esprit de l'étude, à la tranquillité matérielle qu'après tout elle exige, il put ainsi s'acquitter jusqu'au bout de sa tâche de journaliste, qui était sa raison d'être et qui demeure son véritable titre de gloire. En France et dans toute l'Europe, l'opinion, j'entends du moins celle de l'élite cultivée, l'avait depuis longtemps placé à son véritable niveau, parmi les quelques hommes — il n'y en a pas tant — dont l'avis réfléchi et désintéressé compte dans les grandes décisions à prendre. L'Académie des sciences morales et politiques, en le nommant en 1922, dans la section de morale, en remplacement de Paul Deschanel, avait tenu à reconnaître ce mérite exceptionnel.

Tels sont les quelques événements, très simples, qui jalonnent cette existence. Ce fut celle d'un homme d'étude, d'un écrivain, d'un haut fonctionnaire international, mais surtout d'un grand journaliste. C'est comme journaliste qu'il

nous faut maintenant le considérer, pour le bien connaître, dans l'exercice de ce qui fut pour lui plus qu'une profession, plus qu'une carrière, une vocation.

II

Dans un grand quotidien parisien, la fonction de directeur des services de la politique extérieure est parmi les plus importantes ; celui qui la remplit peut jouer dans le pays, et même au delà des frontières, un rôle de premier plan. En raison d'un prestige spécial et d'une tradition presque séculaire, le rédacteur diplomatique des *Débats* est chargé d'une responsabilité particulière : il est lu par l'Europe.

Une condition toutefois est nécessaire pour que celui qui tient la plume acquière cette chose indéfinissable, l'autorité morale : c'est qu'il soit libre. Sans doute devra-t-il être, sur les principes généraux de sa politique, en accord de confiance avec la feuille qu'il représente ; mais, ceci dit, il ne saurait s'agir pour lui de voir ses épreuves relues par un rédacteur en chef inquiet ou quelque membre ombrageux du conseil d'administration : à une certaine hauteur, on ne reçoit plus d'instructions. Du témoignage unanime de ceux qui ont connu de près les *Débats*, pendant la longue période où Gauvain y fut rédacteur, cette atmosphère de confiance fut celle dont il bénéficia. Chaque matin, soit au journal, soit, à la fin de sa vie, de chez lui, par téléphone, il s'entendait avec son directeur sur le sens et l'esprit de l'article qu'il allait écrire : on lui laissait ensuite la pleine faculté de s'exprimer comme il le voudrait. C'est en pensant et en écrivant avec une indépendance entière qu'il rendait le mieux service à son journal et à ses lecteurs. Il revendiquait du reste cette indépendance avec une sorte d'apreté jalouse : responsable de son service, il n'acceptait d'en partager avec quiconque la direction ; chez cet homme simple, il y avait quelque chose de l'autocrate et, comme beaucoup de penseurs doués de personnalité, il n'aimait pas au fond à collaborer ; ses collègues de la rédaction le savaient bien et même, parfois, en souffraient quelque peu. Il faut admirer la direction des *Débats*, qui sut distinguer cet exceptionnel mérite, puis lui laisser libre carrière.

Cette indépendance, ne nous faisons pas illusion, tous les journaux, plus exactement toutes les espèces de journaux ne sont pas capables de l'assurer à leurs rédacteurs : on peut même se demander, non sans quelque inquiétude, si la presse de demain pourra la connaître encore, autrement qu'à l'état d'infime exception. Il n'y a plus de place, en effet, pour la liberté de pensée du journaliste, quand la presse tombe aux mains des intérêts car l'intérêt stérilise la pensée libre, dont, à vrai dire, il n'a

pas besoin. Les *Débats*, tels que Gauvain les servit pendant un quart de siècle, lui demandaient simplement de dire ce qu'en conscience il estimait vrai : une large part de son autorité provenait de ce qu'il représentait le journalisme libre de l'influence des affaires. Comment, dans ces conditions, concevait-il son rôle ?

Sans même remonter au siècle dernier, en se référant simplement aux exemples que nous avons eu sous les yeux depuis trente ans, il est facile de constater que les plus brillants de nos rédacteurs diplomatiques se sont fait une conception fort variée de leur délicate fonction. Tel d'entre eux se considère avant tout comme un informateur, élevant le reportage à la hauteur d'un genre : systématiquement, il se place sous le signe de l'actualité, en apportant une sorte de scrupule à tenir le lecteur au courant de la toute dernière façon dont le problème du jour se pose, de l'extrême évolution de la négociation en cours ; comme les tuyaux de Bourse, ses informations ne sont valables que pour vingt-quatre ou quarante-huit heures, après quoi, il les a déjà renouvelées ; mais, avec lui, vous savez chaque soir les intrigues ultimes de l'après-midi, ou bien chaque matin ce qui se préparait ou se tramait, la nuit précédente, dans les bureaux les plus secrets du Département. Notre époque aime cette « manière », qui, par la vivacité de son rythme, participe du roman policier. Tel autre rédacteur, non moins bien renseigné du reste, cultive dans sa politique extérieure tout ce qui est litigieux, susceptible de prêter à de belles polémiques, pour ne pas dire à de belles querelles. Prenant la formule de la formule : « Pas d'affaires », on dirait qu'il cherche les affaires : c'est qu'il entend bien ainsi faire sentir son action. Il se tient en contact étroit, soit avec le gouvernement, soit avec les dirigeants véritables, ce qui n'est pas nécessairement la même chose : mais c'est moins pour recueillir des avis que pour en donner. Pareil journaliste tend à devenir, pour les ministres, un pressant inspirateur de conduite, auquel il est dangereux parfois pour eux de résister. Ce qu'il faut surtout pour réussir dans ce genre, c'est un tempérament à toute épreuve et moins un don d'intellectuel que d'avocat procédurier d'escrimeur redoutable, peut-être même de grand aventurier. Il est un troisième type de journaliste qui ne manquerait pas pour un empire sa visite quotidienne au ministère, s'attachant, dans tout ce qu'il écrit, à ne faire aux gens en place nulle peine, même légère : toujours prêt, toujours empressé, cet officieux n'est qu'un reflet, encore qu'il ne soit pas interdit aux reflets de briller ! Pour ce quatrième, dont la belle culture ne fait pas de doute, le péril est surtout qu'avec une sorte de coquetterie, sa plume s'attache à n'envisager la basse politique du jour qu'à l'angle de

la « grande histoire », dont on dirait qu'il a la nostalgie : chacun de ses articles tend à devenir un cours, magistralement construit, adroitement étiqueté d'anecdotes typiques, tout prêt à se transformer bientôt en chapitre d'*in-octavo*. Il y a malheureusement aussi, et même parmi les plus méritoires, le genre ennuyeux !

Gauvain, lui, ne se rattache à aucune de ces manières. Ce n'est ni un interviewer (après avoir parcouru les quatorze volumes de ses articles, je ne me rappelle pas y avoir trouvé une seule interview), ni un polémiste cherchant la guerre « fraîche et joyeuse » du partisan, ni un magister, gravissant solennellement sa chaire pour y prononcer une leçon, ni surtout un officieux cherchant à plaire aux puissants qui détiennent l'argent ou le pouvoir. Il voit sans doute beaucoup de monde et, quand il le faut, les dirigeants, qui savent du reste le faire appeler ; mais il croit avoir mieux à faire que nous rapporter ses conversations : nous n'en connaissons la substance qu'assimilée et transformée par lui, devenue à la fois sienna et objective. Il sait de même répondre aux attaques, et même attaquer parfois avec une vigueur sans merci, mais le ton de la discussion personnelle n'est chez lui qu'épisodique ; il ne l'aime pas. Il peut aussi, et mieux que quiconque dans sa génération, reprendre telle question, depuis son origine, pour en donner des résumés concis, complets et admirables. Cependant, ce n'est en rien de tout cela que s'exprime sa personnalité de journaliste, dont il faut chercher la source dans la qualité même de son intelligence. Il s'agit, au fond, d'un esprit averti, réfléchi et remarquablement informé, qui, ayant étudié les questions dans leur essence, les connaissant à la fois dans leur détail et leur développement, compte, pour aboutir à une conclusion personnelle, sur le jeu normal et sûr d'un raisonnement sain. Sa vie d'écrivain politique n'évoque en rien la journée fiévreuse du chasseur de nouvelles. S'il est renseigné, et avec quelle sûreté, c'est par la lecture quotidienne de la presse internationale, par les visites qu'il fait ou reçoit, par ses conversations de l'après-midi ou du soir dans le monde. Mais il appuie son information sur une autre base, sur celle justement qui fait si cruellement défaut aux journalistes d'occasion et même à beaucoup d'autres. La connaissance approfondie du passé, des précédents, de l'évolution historique, le met à même, plus sûrement que toute la virtuosité des reportages, de comprendre le présent et de voir venir le lendemain. Il le sait bien lui-même quand il écrit : « La connaissance exacte d'une situation générale et de mobiles spéciaux qui dirigent les différents peuples, est incomparablement plus précieuse que tous les propos tenus dans les cercles européens, même les plus

distingués. » Quelle leçon, d'où n'est pas exclu quelque dédain pour les amateurs du journalisme, et de même pour ces snobs de la diplomatie, qui se croient autorisés à trancher de la politique internationale parce qu'ils sont les petits-cousins d'un grand-duc ! En considérant cette méthode d'un maître journaliste, on pense, malgré soi, à ces édifices très solides, où les pierres ne sont fixées les unes aux autres par aucun ciment, mais tiennent de par leur poids, leur résistance propre, leur logique agencement.

Dans ce genre difficile, parce que sévère, nous ne voyons jamais Gauvain ruser avec la difficulté. Jamais il ne se laisse aller à la tentation paresseuse de raconter, faiblesse congénitale des médiocres ; il ne cherche pas non plus comme plusieurs, parce que c'est plus facile, à construire de toutes pièces dans les nuages des systèmes politiques complets, que régulièrement la réalité dissipe ; par principe, il laisse de côté le domaine inépuisable mais dangereux de l'anecdote, qui le divertirait de la fin qu'il poursuit. Son but, c'est, à propos du fait politique quotidien, de situer l'actualité dans le développement, de fournir chaque jour au lecteur un point de repère exact, à la façon du marin qui fait le point ; puis, c'est, après avoir analysé, de juger en suggérant une conduite. L'éditorial de Gauvain a la courtoisie de ces gens bien élevés, qui savent dire ce qu'ils pensent, mais ne prétendent pas indiscrettement s'imposer.

Cet office de conseiller, dans lequel on ne saurait s'improviser une compétence, personne, de notre temps, non, personne, ne s'en est acquitté avec plus de maîtrise. Faisons remarquer à ce propos que tous les esprits ne sont pas réglés de la même façon pour enregistrer les faits qu'ils observent. Il est des gens qui semblent constitués tout exprès pour saisir, avec un maximum de rapidité et de précision, l'événement du jour ou de l'heure ; leur délice est rapide comme celui des armes modernes ; d'autres, qui ne se plient pas aisément à l'infinie, variété du détail, ne perçoivent utilement que la réalité d'une semaine, d'une quinzaine ou d'un mois ; d'autres, enfin, ne sont doués que pour composer la fresque de toute une période. Il s'agit bien là d'une sorte de réglage de la vision politique, dont chaque degré comporte forcément certaines limitations. L'observation trop minutieuse, trop anecdotique, finit par rendre difficile les vues d'ensemble, parce qu'on aboutit à une sorte de pointillisme politique : c'est la raison pour laquelle beaucoup de journalistes sont incapables de concevoir ou de composer un livre. Par contre, le péril de ceux qui « s'élèvent » aux considérations d'ensemble, c'est d'en venir, par une paresse de l'information, à négliger cette seule réalité, le fait lui-même, au bénéfice de concepts brillants, mais dont le critique est tenté de se

dire : *Flatus vocis !* Je crois cette classification basée sur une stricte observation des gens et des choses, et cependant j'éprouve quelque peine à y faire rentrer Gauvain. Sa connaissance de nouvelles quotidiennes est parfaite, il ne les néglige en aucune façon ; cependant elles ne sont pour lui qu'un moyen car sa vision embrasse beaucoup plus qu'un jour : ce journaliste a l'étoffe d'un historien.

Cette manière, on le devine, nécessite une sévère discipline de l'esprit, et même une sorte d'ascétisme intellectuelle. Le but poursuivi, du reste, est sérieux, presque grave ; il ne s'agit pas, pour le rédacteur diplomatique des *Débats*, d'amuser, de plaire, de distraire ; nul ne songe à le lui demander ; s'il convient assurément qu'il intéresse, il faut surtout qu'il donne une direction, dont on s'enquerra, quand c'est Gauvain qui tient la plume, dans les pays les plus divers et chez les personnages les plus haut placés. Pareille mission, car c'en est une, interdit plus d'une liberté à celui qui en accepte la règle, et c'est bien le cas de rappeler ici que l'intensité est faite de sacrifices.

Le style de Gauvain apparaît comme le témoin de cette volonté tendue, dépouillée de tout ce qui n'est pas son objet. On en imagine mal de plus précis, de plus solide ; il est volontairement abstrait, ne cherchant ni le pittoresque ni la couleur, visant exclusivement l'expression de la pensée ; et sa force, en effet, ne réside que dans la pensée elle-même, qui, vigoureusement conçue, s'exprime sans effort, d'une façon que l'on peut, sans exagération, qualifier de définitive. Point n'est besoin d'artifices ou de fioritures : « Le simple rapprochement des faits, dans l'ordre chronologique, écrit-il, leur donne une valeur qui se passe des ornements du style. Rien n'égale l'éloquence de faits successifs, agissant tous dans le même sens. » A première vue, vous croyez ce style froid, mais l'apparence est trompeuse : comme chez certains compositeurs de l'âge classique, une sorte de ferveur se presse derrière la forme rigide ; et la personnalité de l'écrivain, qui systématiquement s'efface, reparait avec d'autant plus de force, du fait de ce renoncement.

Cette concession strictement classique conduit Gauvain, sans peut-être qu'il s'en doute, à écrire quelquefois par maximes comme un moraliste :

« Il n'est pas nécessaire de signer des papiers pour conduire une politique. »

« Il n'est pas de succès possible si le chef du gouvernement ne sait pas imposer sa volonté. Quand chaque bureau a sa politique, il n'y a pas de politique. »

« L'homme doué du sens politique et qui ajoute à la connaissance du passé l'observation des hommes et des choses du présent, trouve, sans grand effort, la solution permanente des questions destinées à se poser ultérieurement. »

« Les hommes qui se sont trompés sont reconnaissants à tous ceux qui ont partagé leurs erreurs. Les autres sont des gêneurs. »

« Généralement les ministres, mal renseignés, ne cherchent pas à être renseignés, et les ministres mal servis ne savent pas se faire servir. »

« Dans la vie ordinaire ou la politique, ce qui a été embrouillé au commencement se complique de plus en plus. »

On voit par tous ces traits, qui s'étaient rigoureusement l'un l'autre, la haute idée que Gauvain se faisait de sa fonction. Il s'en est, du reste expliqué lui-même dans la préface qu'il a faite pour le tome premier du recueil de ses articles : « A chaque occasion, dit-il, j'ai pris nettement position. J'ai suivi les lignes directrices sans m'en laisser détourner par aucune considération. Dans la vie publique comme dans la vie privée, il faut savoir se décider. La préoccupation constante de ménager sa réputation est mauvaise conseillère pour le publiciste comme pour le ministre. Après avoir procuré quelques satisfactions, elle aboutit au discrédit. L'homme de notre profession consiste à servir de guide au public. Or, ce guide doit connaître les chemins et en choisir un. Ce n'est point présomption de sa part de choisir, il fait simplement son métier. »

Ainsi comprise, l'œuvre écrite de Gauvain apparaît comme participant à la fois du journalisme, de la politique et de l'histoire. Dans *l'Histoire contemporaine de la France*, de Lavis, le tome IX, relatif à la diplomatie de la grande guerre est de lui : les directeurs de cette grande entreprise scientifique n'avaient pas cru pouvoir trouver plume plus qualifiée, et, de la part de ces historiens de stricte allégeance, ce n'était pas un mince témoignage d'estime. C'est, de même, parmi les études historiques proprement dites ou de droit public qu'il faut ranger les nombreux articles écrits par lui dans les grandes revues. Mais, chacun sera sans doute d'accord avec moi sur ce point, l'œuvre véritable et durable qu'il laisse derrière lui, c'est la collection de ses articles aux *Débats* de 1908 à 1931. La série des douze premières années, depuis l'annexion de la Bosnie jusqu'à la signature du traité de Versailles, a été réunie, par la librairie Bossard, en une magnifique collection de quatorze volumes in-8°, sous le titre excellent de « L'Europe au jour le jour ». L'auteur lui-même a fait précéder chaque tome d'une courte préface, dans laquelle, exceptionnellement, il juge les événements avec le recul du temps. Mais c'était à peine nécessaire, car l'intérêt tout particulier de cette publication, c'est qu'elle nous permet de suivre au jour le jour l'histoire de l'Europe, envisagée à chaque page sous l'angle de l'actualité. La lecture en est non seulement évocatrice et

passionnante, mais extraordinairement instructive, car le jugement anticipé de l'historien coïncide avec l'émotion de la vie qui se déroule. C'est bien l'Europe « au jour le jour », avec ses incidents quotidiens enchevêtrés, ses États rivaux, ses nationalités exaspérées, ses passions, ses jeux d'équilibre politique, sa catastrophe de 1914, sa lutte de quatre ans les dents serrées, puis son effort, dont le résultat quelquefois semble vain, pour retrouver un ordre basé sur la justice et la raison. Il est regrettable — encore que les articles postérieurs soient tous là, aisés à consulter dans la collection des *Débats* — que l'édition n'ait pas été poursuivie au delà du traité de paix. Elle permet, pour ces douze années d'histoire, une sorte de vue cinématographique de notre vie politique européenne : d'abord, dans le tumulte, on croit que les arbres vont nous empêcher de voir la forêt : mais l'auteur, comme un guide expérimenté connaît sa direction ; on n'a jamais, avec lui, l'impression de se perdre.

Pour employer une expression aujourd'hui démodée, mais qui s'applique strictement en l'espèce, les quatorze volumes de « L'Europe au jour le jour » constituent un monument. L'Académie des sciences morales et politiques, en attribuant à cette œuvre le prix Drouyn de Lhuys, en 1919, a montré qu'elle avait su en discerner de suite l'exceptionnelle valeur.

III

De cette collaboration d'un quart de siècle au grand journal parisien, lu de tout ce qui compte en Europe, se dégage avec un relief singulier toute une conception de la politique française et européenne de notre temps. Gauvain abordait la politique étrangère avec un tempérament qui lui était propre. Parmi ceux qui s'occupent de politique étrangère en France, il y a des familles d'esprits, relativement faciles à classer, qui varient seulement avec les générations et selon le développement historique des problèmes. Au lendemain de la guerre de 1870, pour ne pas remonter plus haut, l'extrême gauche était ultra-patriote, presque nationaliste, cependant que le centre et la droite représentaient plutôt l'attitude de la sagesse qui tient compte des possibilités, le sens de la prudence nationale et du compromis : alors que Gambetta, à tort ou à raison, effrayait l'Europe, il était réservé à un Thiers, à un Decazes, de la rassurer. Vingt ans plus tard, ces positions avaient encore à peine changé : le général Boulanger, issu du radicalisme, évoquait la revanche, mais Carnot, Ribot, grands bourgeois libéraux, consolidaient la paix par l'alliance russe. Nous avons vu

cependant, au tournant de l'Affaire Dreyfus, ces positions se renverser. La droite, se réclamant du principe de l'autorité et se constituant le champion de l'armée, allait s'emparer de la doctrine du nationalisme, cependant que l'extrême gauche, sensible à certaines influences venues du dehors, et qu'un Gambetta n'avait pas connues, allait se laisser partiellement gagner par l'idéologie internationaliste. Cette division, fondamentalement exacte, est cependant ici simplifiée à l'excès, parce que les anciens courants continuent de projeter, même aujourd'hui, des poussées lointaines : certains radicaux, que nous pourrions nommer, possèdent un sentiment national très vif et presque passionné ; il est, par contre, des modérés, notamment dans les grandes affaires, qui savent la vertu des ententes internationales et n'oublient pas que le compromis, même médiocre, est préférable au bon procès.

Dans cette topographie de l'opinion, Gauvain ne se situe pas d'un seul mot, parce qu'il unit dans sa personne certains traits, à vrai dire contradictoires, de l'idéalisme et de la raison. Au fond, en politique étrangère comme en politique intérieure, c'est un bourgeois libéral modéré, formé dans un temps où la bourgeoisie n'avait pas encore appris à être combative. Par là, il se rattache évidemment à l'école de Thiers : on l'imagine volontiers prévoyant, en 1866, les conséquences de Sadowa, et prenant parti, en 1871, contre le dictateur de Tours. Une sorte d'instinct, presque physique, l'éloignait des radicaux. Reconnaissons qu'il n'eût pas été à sa place aux *Débats*, s'il n'eût ressenti cette aversion, qui, en un sens, est le commencement d'une doctrine politique. Mais le portrait, si l'on s'en tenait là, serait incomplet, car il ne tiendrait pas compte chez Gauvain de tout un côté sentimental, dont l'inspiration initiale nous ramène sans doute au delà de 1870. A la façon des idéalistes de 1848, il nourrissait, en effet, pour les jeunes nationalités un dévouement sans réserve. Il aimait notamment les nations nouvelles de l'Europe orientale ; il les aimait pour leur jeunesse, leurs possibilités, pour leurs souffrances aussi et les persécutions qu'elles subissaient ou avaient subies du fait de leur héroïque volonté d'être. De son long séjour dans les pays danubiens, dans une atmosphère d'ardentes revendications, il avait rapporté un état de passion latente. Que n'eût-il pas fait pour les Serbes, ses préférés, pour les Roumains, les Tchèques, les Polonais ? Mais son antipathie demeura toujours invétérée pour l'équipe adverse, pour l'Empire austro-hongrois, la Bulgarie, la Turquie, et, par-dessus tout, l'Allemagne. Reconnaissons même, et pour le regretter, que son dévouement

total à la cause yougoslave lui fit souvent adopter, à l'égard de l'Italie, une attitude injuste. Son amitié pour Belgrade exigeait-elle vraiment qu'il tint Rome en méfiance ?

Cette sollicitude pour des pays qui avaient besoin d'aide, et dans laquelle l'idéalisme tenait la première place, apparente Gauvain à ces générations françaises du dix-neuvième siècle qui, de la politique, ne savaient pas exclure le sentiment. De cette manière d'être, une expérience, parfois cruelle, nous a enseigné le péril. Pourtant, cet attrait pour les petites puissances, dans lequel le désir de dominer n'entre pour rien, où le cœur compte pour presque tout, n'en demeure pas moins dans la tradition la plus authentique, la plus noble de notre pays. Ni l'Allemagne, ni l'Angleterre ne savent introduire dans leur action politique ce parfum d'amitié, cette nuance de considération personnelle, qui rétablit dans l'atmosphère diplomatique, si sèche, une note d'humanité.

Ces divers traits se combinaient pour faire de Gauvain, dans son époque, une individualité originale. Les modérés se retrouvaient naturellement en lui, mais tous les partis s'enquéraient de sa façon de voir ; les personnages les plus haut placés, souvent le chef de l'Etat lui-même, recherchaient son avis, et, dans ces conditions, l'attitude adoptée par lui devenait un des éléments de la situation. Les nationalistes, quels qu'ils fussent, n'arrivaient pas à l'aimer : c'est avec M. Charles Maurras qu'il eut ses plus vives polémiques. Il faut constater par contre, qu'il avait gagné l'estime et presque l'amitié de plusieurs milieux plus avancés que lui : on y savait gré à Gauvain d'avoir trouvé en lui-même suffisamment de jeunesse et d'élasticité pour se renouveler au contact d'une époque transformée. Encore que préservé de certains écarts par sa prudence bourgeoise, il partageait du moins l'espoir de ceux qui croient à la possibilité d'une nouvelle Europe, basée sur autre chose que la violence. Par sa méfiance, par cet espoir aussi, il était dans l'axe même de l'opinion française.

Sachons maintenant reconnaître que l'horizon de Gauvain, du moins l'angle sous lequel il choisissait de l'envisager, comportait certaines limitations. Fort bien informé des questions économiques et mêmes techniques — Galatz et Berne l'avaient solidement équipé à cet égard — c'est cependant à l'aspect strictement politique qu'il s'en tint presque toujours. A ses yeux, les poussées sociales, les luttes de partis ne semblent exister qu'en fonction du développement diplomatique des événements. On dira sans doute que la tâche d'un rédacteur diplomatique est d'envisager l'aspect diplomatique ; on pourrait aussi sup-

poser une déformation professionnelle bien naturelle. Mais il s'agit bien plutôt d'une doctrine voulue, qui eût put s'exprimer dans la formule « politique d'abord ». A plusieurs reprises, depuis une trentaine d'années, il a été de mode de prétendre que la primauté appartient à l'économique : le diplomate dès lors devrait se mettre à la suite de l'agent commercial ; c'est l'expert technique qui deviendrait le véritable instrument de notre action internationale ! Encore qu'il eût fait un excellent expert, Gauvain ne se rallia jamais à cette manière de voir ; il conserva invariablement pour doctrine que si la politique comporte la compétence, elle doit s'élever au-dessus de la compétence et la dominer. De là, chez lui, cette manière abstraite et dépouillée, d'envisager les événements et leur suite. C'est de bonne tradition classique, mais il est des circonstances où l'on se dit que la politique n'est qu'une abstraction à la surface : la marée qui soulève le flot est d'une autre nature, et alors le point de vue diplomatique ne suffit plus.

Marquons encore une autre limite de cette vision pourtant si large. Il semble que chaque homme ait, pour ses intérêts, sa sensibilité, un domaine géographique propre, avec ses frontières, son centre de gravité. De ce point de vue, tel peut être appelé européen ou africain, tel autre atlantique ou bien méditerranéen. Je me suis souvent dit qu'il serait possible, et du reste fort suggestif, de tracer à propos des écrivains ou des hommes d'Etat, la topographie de leurs préoccupations, de leurs curiosités, de leurs préférences. La carte de Pierre Loti ne serait pas celle d'Anatole France ; celles d'un Clémenceau et d'un Joseph Chamberlain ne se superposeraient sans doute en aucun point. On a dit de Bismarck que le cadre de ses préoccupations politiques se limitait à un pentagone Londres-Paris-Rome-Vienne-Saint-Petersbourg ; peu d'hommes d'Etat ont été aussi strictement européens. Gauvain devrait, je crois, être classé dans la même catégorie. Une ligne Paris - Vienne - Belgrade - Sofia - Constantinople — l'Orient-express — constituait l'axe essentiel de sa politique ; même quand il considérait le Reich allemand c'était surtout au point de vue de son *Drang nach Osten*. C'est entre l'Adriatique et la Mer Noire qu'il se sentait le plus vraiment à l'aise pour voir et juger. Quand il sortait de son domaine, cet éclat direct que donne au style de l'écrivain la chose vue, l'impression personnelle jaillissante, lui faisait défaut. C'est sensible, par exemple, quand il parle de la Russie, et même de l'Angleterre. On s'étonne surtout de la place minime qu'ont tenue, dans ses préoccupations, les affaires extra-européennes : pas un sur cin-

quante de ses articles ne leur est consacré. Son œuvre, à vrai dire, n'en est pas diminuée, parce que, dans la tragédie dont il fut chargé de faire la critique, c'est en Europe que se trouvait l'unité de lieu aussi bien que l'unité d'action. Tant que le centre des basses pressions politiques demeura localisé sur le vieux continent, il n'y eut pas, l'exception peut-être d'un Wickham Steed, d'expert international plus qualifié que lui.

Il ne saurait être question d'analyser ici la politique extérieure de Gauvain ; ce serait entreprendre de raconter l'histoire diplomatique de l'Europe pendant le quart de siècle le plus troublé, le plus plein, le plus tragique de sa destinée. Il est possible cependant, grâce à lui, de saisir au jour le jour, les directions essentielles. Bismarck se comparait à un marcheur en forêt, qui ne sait pas quand il débouchera dans la plaine, mais du moins connaît sa direction. La comparaison s'applique exactement à Gauvain : avec lui on sent la route jalonnée par un guide averti.

1908, quand Gauvain prend en main sa chronique, c'est l'année fatidique où, sous l'impulsion dangereuse du baron d'Aehrenthal, l'Autriche annexe la Bosnie, rejetant ainsi cette mission d'équilibre sud-oriental, sa profonde, sa véritable raison d'être. Déjà depuis l'incident de Tanger, conséquence directe de la défaite russe, la paix européenne avait perdu sa sécurité. L'ancien secrétaire général de la Commission du Danube est ici sur son terrain, et pas un instant il ne se trompe sur l'extrême gravité de la nouvelle orientation autrichienne, « ce coup de barre donné vers l'inconnu ». Sans ménagement avec une insistance pressante, il exprime « le regret de voir l'Autriche abandonner son rôle de modérateur et la crainte qu'il en résulte un bouleversement... », une Autriche artificiellement agrandie, désarticulée étant fatalement vouée à la dislocation et au démembrement ». Question locale, qu'on peut localiser, estiment quelques-uns ? Mais non, car, derrière la scène strictement balkanique, « il y a des forces et des volontés qui se mesurent », et de ce fait, les alliances peuvent être appelées à jouer. Appelées à jouer, pour la défense de tel petit peuple balkanique menacé par l'impérialisme austro-allemand ? Gauvain se penche sur le gouffre et ne recule pas : Nous ne combattons jamais un projet pouvant servir la cause de la paix. Mais nous ne conseillerons jamais à un peuple, petit ou grand, de s'incliner devant des sommations injustes », et il ajoute simplement : « Il vaut mieux que ces choses soient dites dès maintenant ». C'est en 1909.

Dès ce moment, chacun s'en souvient, la décision intime de la France, de son peuple

autant que de son gouvernement, était prise : on savait qu'un moment viendrait où il faudrait dire : non, avec toutes les conséquences. Certains se berçaient d'illusions, croyant qu'en « causant » on pourrait s'entendre. Mais Gauvain fut de ceux qui refusaient de se tromper eux-mêmes. Il sait, en effet, que dans cette conquête de l'Orient que le germanisme prépare, l'Autriche, sans doute, constitue le coin qui s'enfoncé, mais l'Allemagne la masse pesante qui étaye l'effort : c'est donc pure vanité de croire que l'on peut « détacher l'Autriche de l'Allemagne ou l'Allemagne de l'Autriche ». Il y a là chez lui une conviction fortement enracinée, qu'il exprimera sans se lasser, avec une sorte d'obstination. Ce n'est pas lui, le grand ami des Serbes, qui pourrait se prêter à telle combinaison où les Slaves du Sud seraient sacrifiés. Toute l'Europe, du reste, est impliquée dans cette crise, encore que toutes les puissances n'aient pas le courage de se l'avouer à elles-mêmes. Avec les Russes, affaiblis depuis Tsouchima, un traité nous lie. Mais, entre les Anglais et nous, il n'y a guère que la conviction grandissante d'un intérêt commun. La sagesse de Gauvain est de comprendre qu'étant donné le caractère britannique, cela suffit : « Qu'une convention militaire lie ou non Paris et Londres, c'est d'une importance secondaire. Le jour où l'un des deux pays sera menacé, les deux gouvernements combineront leurs efforts, avec ou sans convention ; pour l'un et l'autre, c'est une question vitale ».

Ainsi, tout le système européen, tel qu'il est sorti des mains de Delcassé, apparaît en pleine lumière, avec ses fondations que l'expérience révélera solides. Gauvain est de ceux qui, loyalement, se tiennent à ce système. Aussi quand les événements de juillet 1914 surgissent, puis se précipitent, n'y a-t-il guère pour lui place à l'hésitation. A peine, à cette heure si grave, élève-t-il le ton. Quand, le 24 juillet, son article envisage l'ultimatum autrichien à la Serbie et la réponse qu'il convient de conseiller au petit pays menacé, la force de son style ne résulte que de sa simplicité même : « Le gouvernement serbe doit accepter tout, absolument tout ce qu'un Etat indépendant peut accepter sans forfaire à l'honneur ou abandonner ses droits souverains... Si on exige de lui quelque chose de plus, il sera en droit de refuser. Et alors il ne fera pas appel en vain à l'opinion européenne. » Indépendamment même de la question de droit, il s'agit de la destinée du continent : « L'Autriche-Hongrie maîtresse des Balkans, c'est l'Allemagne maîtresse à Constantinople et en Asie Mineure ; c'est la question des Détroits résolue contre la Russie et les nations occiden-

tales ; c'est la Russie rejetée en Asie et l'Europe livrée au germanisme, » Ce thème est celui qu'il conservera tout au long de la guerre.

Désormais, pendant quatre années, l'atmosphère est autre, puisque, selon l'expression de Bismarck, les dés de fer du destin sont jetés, mais la doctrine de Gauvain demeure la même. Elle s'exprime en un certain nombre de principes, ses critiques diraient « de dogmes », à ses yeux essentiels et auxquels il revient toujours, parce que, trop souvent, l'ignorance ou la légèreté des gouvernants les méconnaît. Essayons de les résumer.

L'existence de la France étant sauve depuis la Marne, la question serbe devient, à ses yeux, « le nœud de la question d'Orient, c'est-à-dire de la question européenne, car l'assujettissement de la Serbie, en reliant directement la Germanie, la Bulgarie et Constantinople, aurait préparé l'assujettissement de l'Europe aux empires du Centre. » La Serbie demeure donc, comme en 1914, le point de rupture de l'équilibre général, d'où la conclusion qu'il faut, moins que jamais, l'abandonner. Gauvain s'inscrit donc sans réticence parmi les partisans de l'expédition d'Orient et, du même coup, il se constitue le dénonciateur inlassable de tous les associés, ouverts ou cachés, que les empires centraux recrutent dans cette partie de l'Europe. Il est certaines puissances sud-orientales, auxquelles divers Français ont voué une amitié sincère et accordent, envers et contre tous, une inexplicable confiance. Gauvain s'attaque sans merci à ces illusionnistes dangereux, que rien, même l'évidence, n'arrive à convaincre. Dès avant 1914, à vrai dire depuis l'arrivée de la mission Liman von Sanders, il a percé à jour le jeu de la Turquie, passée sans réserve au camp germanique. La Bulgarie ne lui inspire pas une moindre méfiance, mais il lui faut le dire et le redire, en réponse à des bulgarophiles qui, sans cesse, reviennent à la charge. La Grèce constantinienne suscite chez lui les mêmes craintes. Il poursuit ainsi partout l'influence germanique et son complexe réseau.

D'autres, sur cet immense champ de bataille diplomatique, accumulent les renseignements, les indiscretions, les « tuyaux » obtenus grâce à de hautes relations. Lui, c'est d'un principe politique qu'il tire sa conviction : tout ce qui détourne les alliés de ce plan de campagne sud-oriental sera dénoncé par lui avec apreté comme un crime contre la victoire, contre l'avenir. A ses yeux, la clef de tout l'équilibre futur est là, car il ne faut plus que l'Etat composite des Habsbourg continue d'exister et l'Allemagne doit être coupée des voies terriennes qui l'unis-

sent à l'Asie : « Le chemin de Berlin passe par Vienne et le chemin de Vienne par Budapest et les Balkans. » A mesure que les années de guerre se succèdent, c'est avec une insistance grandissante qu'il revient toujours sur ce but de guerre central, sans quoi, estime-t-il, rien ne saurait être réglé.

Ces discussions sur la politique danubienne constituent, me semble-t-il, l'axe même du système de Gauvain : c'est d'elles qu'il tirera par la suite sa philosophie de l'Europe nouvelle. Très vite en effet dès 1917 je trouve dans ses articles trace de cette préoccupation — il avait cherché à se faire une doctrine de paix basée sur la libération des nations opprimées devenant elles-mêmes facteurs d'équilibre. « La destruction du militarisme allemand, écrit-il, par exemple, le 16 décembre 1917, est un thème trop facile. C'est un but de guerre, ce n'est pas un programme politique. Pour nous rendre capables d'atteindre le but, il faut rassembler autour de nous les forces morales disposées à s'opposer au système prussien. » Gauvain n'eut jamais assez de sarcasmes pour ces « petits Metternichs occidentaux », qui cherchaient, sous une forme ou sous une autre, à sauver la monarchie des Habsbourg. Sa méfiance demeurerait indéfectible à l'égard des empires centraux et de leurs satellites, de ce groupe qu'il appelait « les germano-touraniens ». Il exigeait, contre eux, toutes les garanties, et il ne crut jamais, comme beaucoup devaient le faire par la suite, qu'une sorte de palingénésie allait les transformer : « Il est inexact de dire que la défaite détruira dans les esprits allemands ce qu'a fait la victoire. Elle sera ressentie très douloureusement et coagulera, plutôt qu'elle ne dissoudra, les sentiments impérialistes. »

L'Europe, telle qu'elle est sortie des traités de 1919, est donc celle que souhaitait Gauvain. Une campagne persistante, accueillie, hélas ! chez plusieurs de nos anciens alliés ou associés, a entrepris de faire passer la paix de Versailles pour une paix de violence et d'injustice. Gauvain y voyait, et avec lui combien de millions d'hommes jusqu'alors persécutés, une paix de libération. « Il s'ouvre une ère nouvelle, écrit-il le 12 novembre 1918, où les relations internationales seront fondées sur une répartition de territoires correspondant à la volonté des peuples, sur un statut politique excluant les forces de domination, et sur des principes de liberté, de justice et de droit. »

Cette affirmation du droit des peuples, combinée pourtant d'une sage méfiance à l'égard des violents, fait le fond du régime de paix préconisé par Gauvain. Par là, ce bourgeois libéral, idéaliste mais prudent, re-

présente pleinement, je crois, la façon de voir et de sentir de la majorité des Français. Nulle part cette attitude n'est plus frappante chez lui qu'à l'égard de la Société des Nations. Il en a été, dès juin 1917, l'un des premiers et plus chauds partisans, quand on l'appelait encore couramment, d'un terme qu'il eût préféré, la Ligue des nations. Il voyait en elle un instrument de paix en même temps que le signe de la victoire des peuples libéraux, et non seulement un espoir d'avenir, mais de suite une garantie pour le présent. S'il fait, en 1919 et en 1920, quelque reproche au Président Wilson, c'est sa timidité à concevoir la nouvelle institution comme une réalité vivante, douée de moyens d'action efficaces, autres que ceux de la persuasion. L'expérience nous a appris, contrairement à une réputation traditionnelle, que les Anglo-Saxons ne sont pas des réalistes. Entre le doctrinaire américain de la Maison Blanche, idéaliste dont la tête est dans les nuages, et le descendant des notaires comtois, dont le pied est sur la terre, il n'est au fond que peu de parenté. Le Français Gauvain, né près de la frontière, psychologue averti et qui connaît les hommes, sait bien qu'un pacte n'est pas une barrière. Il le pensera encore et osera le redire, quelques années plus tard, quand un autre Américain proposera le pacte Kellogg. Ces pactes sont excellents, mais en attendant il faut vivre, ne pas se laisser piétiner, et pour cela s'entendre avec ceux dont les intérêts, les craintes et les espoirs s'accordent avec les nôtres. L'existence de la Société des Nations, écrit-il « ne dispense pas une partie de ses membres de prendre des précautions spéciales contre les retours offensifs des vaincus d'aujourd'hui. » Par cette conception, il se range parmi les partisans d'une Société des Nations garante générale des traités, mais reconnaissant dans son sein la validité, l'utilité d'accords spéciaux aux buts limités. Cette façon de voir le sépare des illusionnistes de l'universalité, qui ne savent concevoir l'institution de Genève qu'écuménique, à la manière d'une religion. Mais, ces réserves faites, il lui conserve tout son dévouement, toute sa foi : il n'est pas de ces bismarckiens qui s'ignorent, dont la raillerie poursuit, presque instinctivement les nobles efforts du droit.

Nous le voyons ainsi, jusqu'à la fin de sa vie, en homme qui a vécu l'angoisse de la guerre et se rappelle les sources profondes d'où elle est sortie, protester contre les insinuations, puis les campagnes répétées dont on essaie, même parmi les anciens alliés, d'ébranler le traité de Versailles. A la différence des Anglais, qui ont l'oubli plus facile, il se souvient de ces pesantes années, entre 1905 et 1914, où le germanisme tout-puissant

ne cherchait même plus à dissimuler ses ambitions. L'abaissement de ce germanisme, c'est à ses yeux la condition même d'une paix durable. « Pour que la France se relevât, écrit-il le 6 Septembre 1920, il fallait, nous dit-on, d'abord relever l'Allemagne. Nous n'accepterons jamais ce système. On nous dit quelquefois : Vous avez tort de faire la paix contre l'Allemagne, vous devez la faire avec l'Allemagne. Quelle plaisanterie ! Il était impossible de faire la paix avec l'Allemagne sans la laisser intacte de toute manière, et dans ce cas, nous aurions fait la paix contre nous. » Cette position paraît être toujours demeurée la sienne, et je ne crois pas qu'il ait jamais admis, à l'égard du grand vaincu de 1918, l'éventualité de la confiance même avec un point d'interrogation.

Quelque autre attitude, vis-à-vis de l'Allemagne réduite à merci de l'armistice, nous eût-elle permis, avec elle, une sincère réconciliation ? Je ne veux pas le rechercher ici, Gauvain, quant à lui, ne semble pas l'avoir cru : c'est qu'il estimait juste et durable l'œuvre politique de 1919 ; il ne figura jamais parmi ceux qui, à Cannes, à Gènes ou à Genève, réclamaient la reconstruction de l'Europe, « comme si, écrivait-il, elle n'avait pas été reconstruite en 1919 ». C'est sous cette réserve que la politique de Locarno reçoit, en 1925, l'approbation de son cœur, à vrai dire plus que de son esprit ; il ne l'accepte que si l'on ne cherche à y voir ni une amorce de la révision des traités, ni un désaveu des ententes ou des amitiés existantes. Après Thoiry, sa méfiance n'est pas complètement dissipée, elle ne le sera jamais. Cependant, il demeure, sans faiblesse, l'ennemi décidé de tous les nationalismes, de sorte que les idéalistes de la paix se gardent de jamais le ranger parmi leurs adversaires. Quand Gauvain meurt, au mois d'Avril 1931, on peut dire qu'à aucun moment de sa longue carrière de journaliste, il ne s'est vraiment éloigné de l'axe qui avait été le sien depuis 1908. Selon le mot magnifique de Malebranche, cet honnête homme est « resté ferme parmi les courants ».

VI

Dans une semblable carrière, concentrée tout entière, presque jalousement, sur l'étude et l'action politique, l'homme privé tend à disparaître ; et ce n'est pas sans grandeur. Rien ici de l'homme de lettres altéré de réclame, ni de l'ambitieux vulgaire à la recherche des honneurs. L'intensité de la pensée doit se payer parfois d'une sorte d'ascétisme dans l'existence journalière. C'était le cas de Gauvain. Mais cet esprit avait un corps et ce politique était un homme, dont il nous faut, en terminant, évoquer la personnalité, dans la mesure où ce qui précède ne nous a pas déjà préparés à le connaître.

Nous l'avons tous, ou presque tous, connu, pendant les quinze ou vingt dernières années d'une carrière d'écrivain, qu'il n'avait commencée qu'assez tard. Sa silhouette était familière à tous ceux qu'intéressait la politique extérieure. On a peine à s'imaginer que cette personne fragile ait été, pendant sa jeunesse et une partie de son âge mûr, éprise de mouvement, de voyages et de sport. A une certaine époque, il fut un alpiniste passionné. Puis, sa santé devint précaire, il semblait qu'un souffle dûl l'abattre. On se demandait s'il n'allait pas « passer », comme dit le peuple, au cours de la réunion à laquelle il assistait, de l'allocution qu'il avait commencée : sa voix mourante, d'expression rauque, son essoufflement faisaient mal. Mais cet aspect si frère donnait justement à sa conviction je ne sais quelle autorité émouvante. Gauvain, pourtant, devait vivre longtemps ainsi, travaillant, bataillant avec courage, avec ardeur, soutenu par un entrain qui ne se démentait pas. J'avais, en ce qui me concerne, fini par m'accoutumer à l'idée de cette paradoxale santé ; comme ces gens, condamnés par leur médecin, qui enterrent tout leur entourage, je croyais qu'il vivrait indéfiniment de cette faiblesse même. Pour moi, comme pour beaucoup de Parisiens, il était devenu une institution. J'aimais les conférences présidées par lui et je me plais à me remémorer celles de mes propres conférences qu'il me fit l'honneur de présider. Son éloge, son approbation m'étaient, je l'avoue, précieux. Il était de ces quelques hommes, toujours peu nombreux, sans l'avis desquels, du consentement général, une discussion ne doit pas se terminer. Dans les milieux où se discute la politique internationale, à Paris, à Genève aussi, la place demeure vide et le restera, je crois, longtemps.

La journée, l'année de Gauvain, se poursuivaient selon des règles qui ne changeaient guère. Une cure, en Août, le tenait généralement éloigné de Paris quelques semaines. En Septembre, il avait pris l'habitude de fréquenter l'Assemblée de Genève, où sa présence était devenue l'une des traditions de ce concours de peuples. Le reste de son temps se passait à Paris. Dans les débuts de sa collaboration aux *Debats*, on le voyait au journal, mais, par la suite, quand sa santé devint mauvaise, il prit l'habitude de travailler le matin chez lui, dans son appartement de l'avenue Rapp, entouré de ses livres, de ses journaux et de ses documents familiers. C'est de là que, chaque jour, avant de prendre la plume, il se mettait d'accord avec le directeur des *Débats*. L'après-midi, un messenger du journal venait, en temps utile, chercher son texte.

La simplicité matérielle de son existence était exemplaire, et n'appartenait qu'à peine à notre temps. Une vieille servante, moralement parente sans doute de celle qui servait

Marcel Proust, gérait ce modeste ménage, ouvrait non sans quelque méfiance la porte aux visiteurs, avec la préoccupation touchante de préserver l'indépendance et le travail de son maître. En vrai Français de vieille souche, que les siècles ont rendu sceptique quant à ces vanités, Gauvain opposait une indifférence silencieuse, plutôt que méprisante, aux apparences matérielles. Il n'y avait chez lui rien du bourgeois gentilhomme, ni — travers si fréquent chez les « experts » de l'après-guerre — du parvenu de la diplomatie : il ne croyait ni aux palaces, ni aux titres sonores, ni au prestige des puissants. On retrouvait là ce sentiment des valeurs intellectuelles et morales qui fut celui de la bourgeoisie française du dix-neuvième siècle. Mettant chaque chose à sa place, il plaçait à la sienne, c'est-à-dire à la première, la haute dignité du travail et de l'esprit. Les Etats-Unis possèdent des écrivains que leur journal vante comme étant « le rédacteur le mieux payé du monde ». L'Europe, qui défilait avenue Rapp, s'étonnait parfois que ce conseiller politique, partout écouté, dût être cherché et rencontré dans un cadre aussi modeste. Mais cet ascétisme, ici l'effet du goût plus encore que de la volonté, n'est-il pas après tout la condition la plus sûre, la plus efficace de l'indépendance ? Le besoin d'argent pousse à en gagner — plus que l'exercice de l'intelligence pure ne saurait raisonnablement en fournir ; c'est alors qu'apparaît, bien vite pour ceux qui réussissent, la tentation des influences et des affaires. La carrière de Gauvain est indemne, radicalement, de ces ombres.

Pourtant, ce solitaire, dont la pensée évoluait parmi quelques passions dominatrices de l'esprit, n'était pas uniquement un homme enfermé dans le travail livresque. Vers la fin de l'après-midi, quand sa tâche journalière était faite, il aimait sortir de chez lui rencontrer ses semblables dans le monde, où, constatons-le, il ne se montrait nullement indifférent au charme des présences féminines. En vrai Français, il aimait le monde, mais le monde à la française, c'est-à-dire la conversation. Aux discussions, en quelque sorte pédagogiques, de certaines capitales étrangères, Paris, sans que le sérieux en soit en rien diminué, préfère ces échanges de vues sans prétention qui, à l'heure du déjeuner, du thé, du dîner, s'y poursuivent chaque jour dans cent milieux divers. C'est ainsi qu'on rencontrait Gauvain, vers six heures, ou bien au dîner, dans plusieurs maisons amies, dont il était le familier. Sa bonne grâce, non dépourvue de quelque hauteur, y était appréciée et aimée ; la conversation lui était une occasion d'affirmer, une fois encore, les principes politiques qui orientaient impérieusement sa pensée. Il était écouté ; quand il parlait, de sa voix enrouée et haletante, on faisait cercle pour l'entendre ; on l'entourait, non seulement d'attention, mais

de prévenances, et, quand la nuit tombait, c'est avec d'affectueuses précautions qu'on cherchait à le préserver des courants d'air ou de froid. Quant à lui, il prenait part volontiers à cette vie de société, si française, que presque tous nous aimons. Le Franc-Comtois qu'il était resté ne manquait pas de prendre intérêt, ostensiblement et non sans quelque coquetterie, à la qualité des vins, à la valeur de la table, encore que cet intérêt fût devenu surtout intellectuel, car son régime lui interdisait les fantaisies.

Sa vie sociale ne se limitait du reste pas à quelques réunions amicales ou mondaines. Il savait prendre sa part des manifestations publiques où sa conviction l'appelait. C'est ainsi qu'il fréquentait les réunions parisiennes où se discutait la politique internationale : ses amis slaves le trouvaient toujours quand ils avaient besoin de lui. On le voyait non seulement dans les milieux strictement en accord avec ses tendances propres, mais aussi dans d'autres, voisins encore que différents, dont l'orientation était à gauche de son axe habituel. Souvent on lui demandait de présider. Il le faisait avec une autorité simple, qui élevait tout de suite le ton de la séance. S'il savait dire, et complètement, ce qui devait être dit, personne ne pouvait s'en sentir blessé, car sa courtoisie était égale avec tous. Le « Monsieur » dont il s'adressait aux interlocuteurs avait cette politesse parfaite qui n'est plus tout à fait de notre temps ; mais on sentait parfois, dans un éclair du regard, une modulation de la voix, frémir cette ardeur qui jusqu'à la fin l'anima. Seul, sans famille directe, il avait vraiment concentré toute sa passion sur la politique : on peut dire qu'il a vécu pour les quelques principes qui peuvent en faire la noblesse.

Si telle fut, en effet, sa vocation, nous pouvons conclure qu'elle connut, en ce qui le concerne, un plein succès. Ecrire tous les jours, pendant près de vingt-cinq ans, et tous les jours être non seulement lu, mais commenté, bien plus, être consulté par les spécialistes et les responsables, sur les plus graves événements de l'actualité, c'est assurément une destinée qui ferait envie à chacun. Gauvain a connu cette position exceptionnelle. Nous conservons de lui le souvenir d'un Français de bonne marque, qui sut être en même temps un grand Européen. Quand il mourut, plusieurs pays de l'Europe centrale et sud-orientale, dont il s'était fait l'inlassable défenseur, portèrent le deuil. Nous saluons en lui l'homme qui a honoré sa profession par son respect pour la pensée libre, sa fidélité aux méthodes qui rendent l'esprit indépendant, l'entier désintéressement qu'il a toujours apporté à soutenir des thèses qui ne visaient que le bien de son pays et la défense du droit.

ANDRÉ SIEGFRIED

**Lettre de Gaston de Germancé
à Édouard de Millanges**

Le 29 Avril

Il y a des gens que la manie de paraître grands fait descendre à des petites gens qu'on aurait de la peine à croire, s'ils ne nous forçaient pas eux-mêmes à en être témoin tous les jours. Quant à moi, cela me cause une indignation si violente, que je ne suis pas maître de la contenir et qu'il faut absolument que j'éclate quand quelque chose de pareil me tombe sous les yeux.

Mon père s'honorait tout particulièrement d'un de ses aïeux, simple homme de loi, vers la fin du XVIème siècle, mais écrivain d'une science et d'une érudition peu communes, qui s'est distingué par des ouvrages très précieux sur la jurisprudence et les usages des temps reculés, et qui a débrouillé avec une sagacité exquise des textes importants mais confus, dont les plus habiles n'avaient osé entreprendre l'interprétation. Il est à remarquer, en passant, que c'est à ce grand homme que notre famille doit son illustration et que ma noblesse date de lui, ce qui ne prouve pas qu'elle vienne de loin ; mais ce qui prouve qu'elle ne vient pas d'une source indigne, et c'est cela qui serait un véritable malheur...

Le hasard m'a conduit aujourd'hui dans un salon du château, que j'avais vu jadis tapissé de portraits de famille et où j'ai reconnu toutes les images des ancêtres de ma mère, avec leurs armoiries, leurs décorations et leurs hermines ; mais j'ai cherché inutilement ce qui m'intéressait le plus dans cette tenture généalogique, l'image du savant respectable dont les vastes et utiles travaux ont fondé ma fortune et doté mon berceau de l'héritage d'un nom cher à la société. La mémoire de ce tableau m'était d'autant plus présente, que mon père l'avait, comme je t'ai dit, en singulière vénération et le montrait toujours de préférence aux étrangers dont nous recevions la visite. J'aurais marqué du doigt la place où j'avais vu, mais elle est décidément vide, et je te laisse à deviner la cause de sa suppression. Je rougirais de te l'apprendre, tant j'y trouve de ridicule et d'ingratitute.

En rentrant dans l'appartement de ma mère, je me suis informé des motifs d'un changement si étrange ; elle m'a répondu, hélas ! comme je m'y attendais ; mais j'ai insisté avec une fermeté respectueuse, et le portrait est remplacé.

Adèle CHARLES NODIER

**Thơ của Gaston de Germancé
viết cho Edouard de Millanges**

Ngày 29 tháng 4

Làm người có thói lỗ lãng ra bộ ông nọ bà kia quá, mà làm những sự hẹp-hỏi nhỏ mọn, giá họ không bắt-buộc mình hằng ngày trông thấy những sự hẹp-hỏi ấy thì mình cũng không tưởng có những sự ấy bao giờ. Đến như tôi thời cái thói ấy làm cho tôi chướng tai mắt quá, khiến cho tôi không dễ bụng được, mà giá có cơ-hội nào làm cho tôi trông thấy những việc hẹp-hỏi lỗ-lãng ấy, thời tôi phải phát-khùng lên.

Cha tôi ngày trước vẫn lấy làm danh-giá vì có một ông tổ về thế-kỷ thứ XVI. Chỉ là một bậc luật-khoa soạn thời, nhưng là một tay văn-sĩ tài-năng ít có, đã thường nổi tiếng vì sản-xuất nhiều pho-sách quý về những án-từ và phong-tục cổ, đã khảo-cứu một cách rất thâm-thúy, những văn-từ quan-trọng rất phiền-loài, mà nhiều tay thông-thạo chưa hề dám nghĩ đến nghiên-cứu bao giờ. Tôi lại nói qua để anh biết cái danh-giá của nhà tôi chỉ vì ông tổ có tài-năng ấy, mà danh-giá của tôi cũng ở bậc tiên-tổ ấy. Vây đủ hiểu rằng cái danh-giá của tôi không phải từ lâu đời gì, nhưng đủ chứng rằng danh-giá ấy không phải một cái nguồn ó-trọc mà ra. Nhưng chỉ vì thế mà khổ thôi. . .

Hôm nay tình-cờ tôi vào phòng khách trong lầu. Phòng khách ấy xưa tôi vẫn thấy treo đầy những hình-ảnh họ-hàng thân-thuộc, những ảnh của tiên-tổ mẹ tôi, ông thời mũ cao áo rộng, ông thời huy-chương rực-rỡ. Nhưng tôi tìm mãi cũng không thấy cái ảnh tôi quý nhất trong những bức ảnh ấy, tức là ảnh bậc hiền-triết đáng tôn-kính đã xuất-sản ra bao nhiêu sách vở ích-lợi, làm cho khi tôi mới lọt lòng đã được đổi tên một bậc xã-hội quý-trọng. Tôi nhớ cái ảnh ấy lắm, nhất là như tôi đã nói cha tôi rất tôn-kính bậc tiên-tổ ấy và thường khi tiếp khách lạ thời giới-thiệu cho khách cái ảnh ấy trước tiên. Tôi có thể lấy tay trở ngay được chỗ van treo ảnh ấy, nhưng thói chớ ấy hiện nay chỉ còn tro tường. Tôi để cho anh đoán xem vì lẽ gì mất ảnh ấy. Tôi nói rõ ra thì hồ-thẹn, vì thấy sự kỳ-khối, mà lại là sự vô ơn nữa.

Khi tôi về phòng mẹ tôi, tôi hỏi vì cơ-gi đâu không thấy nữa. Than ôi ! mẹ tôi tra lời như tôi đã đoán từ trước. Nhưng tôi cố nài, kêu van mãi thời ảnh ấy lại treo lại như cũ.

Dịch giả : ĐỖ TRỌNG-KIM